



**PRÉFET  
DU NORD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques interministérielles  
Bureau des procédures environnementales  
Réf : DCPI-BPE/LR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société URBASER ENVIRONNEMENT  
de respecter les prescriptions relatives à la traçabilité des déchets et à la détection incendie  
applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement  
pour son établissement à SECLIN**

Le préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement

Vu l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2012 accordant à Lille métropole communauté urbaine l'autorisation d'exploiter une déchetterie sis rue de Lorival 59113 SECLIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire générale adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la demande de changement d'exploitant du 9 mai 2022 au nom de la SAS URBASER ENVIRONNEMENT ;

Vu le rapport du 25 juin 2024 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel du 26 juin 2024 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 26 juin 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 9 juillet 2024 ;

Vu le rapport du 17 juillet 2024 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 23 mai 2024, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté les non-conformités suivantes :

- l'absence d'exhaustivité des registres des déchets produits et/ou transitant par le site de la déchetterie de SECLIN au sens de l'article 1.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2012 ;
- le bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante transmis par l'exploitant ne respecte pas l'article 3.A.i de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021, ce bordereau identifiant une collectivité en tant que producteur ou détenteur d'un déchet amiante en sortie du site de SECLIN ;
- le local de stockage déchets diffus spécifiques (DDS) ne comprend pas de dispositif de détection incendie prévu aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 ;

2. ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles :

- 1.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2012 ;
- 3.A.i de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 ;
- 20 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Objet

La SAS URBASER ENVIRONNEMENT, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé avenue Albert Einstein 34000 MONTPELLIER, est mise en demeure pour son site implanté à SECLIN de respecter, à compter de la notification du présent arrêté sous 3 mois, les dispositions des articles :

- 1.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2012 ;
- 3.A.i de l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 ;
- 20 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.

### Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de LILLE peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Téléréfuge citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SECLIN ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SECLIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **06 AOÛT 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

